

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.669

13 octobre 1997

(97-4407)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère des transports et des travaux publics L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Ceintures de sécurité, huile et carburant, instruments IFR, équipement radio VFR et IFR, équipement de navigation, équipement d'identification d'aéronef pour le contrôle du trafic aérien, dispositifs antigivrage, instruments pour vol nocturne, dispositifs d'extinction d'incendie commandés manuellement, signalisation des zones réservées au personnel de cabine et signalisation des issues de secours
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Règlement relatif à la préparation et à l'exécution des vols d'excursion
6.	<p>Teneur: L'article 8A, paragraphe 2 de la Loi sur l'aviation prévoit la possibilité d'énoncer des règles concernant la préparation et l'exécution des vols d'excursion par décret ou conformément à un décret, pour des raisons liées à la sécurité publique. L'article 114 du Règlement concernant la surveillance de l'aviation charge le Ministre des transports, des travaux publics et de la gestion de l'eau d'établir des règles sur cette question ainsi que des prescriptions concernant l'équipement des aéronefs effectuant des vols d'excursion. Le projet de règlement présentement notifié prévoit la mise en oeuvre de ces prescriptions. Selon le gouvernement néerlandais, le projet de règlement visé au point 5 renferme probablement des règlements techniques, dont une liste indicative est donnée ci-après:</p> <ul style="list-style-type: none">- Article 5a: les sièges de la cabine de pilotage doivent être équipés de ceintures de sécurité à trois ou quatre points (disposition établie le 5 septembre 1990).- Article 6: l'aéronef doit emporter suffisamment d'huile et de carburant pour la durée du vol (disposition établie le 5 septembre 1990).

- Article 7: un certain nombre d'instruments offrant au pilote un affichage clair des informations doivent être présents à bord des aéronefs effectuant des vols IFR (disposition établie le 5 septembre 1990).
- Article 8: un équipement radio spécifique doit être installé pour les vols VFR et IFR. L'équipement radio spécifique pour les vols IFR devra, au 1er janvier 2001, être conforme au moins aux normes de la section I du Volume I de l'annexe 10 de la Convention OACI (disposition établie le 5 septembre 1990, le deuxième paragraphe étant daté du 10 février 1997).
- Article 9: un équipement de navigation doit être présent à bord de l'aéronef. Cet équipement doit être conforme au moins aux normes établies dans la section I du Volume I de l'annexe 10 de la Convention OACI (disposition établie le 5 septembre 1990).
- Article 10: un équipement embarqué d'identification d'aéronef pour le contrôle du trafic aérien doit être présent. Cet équipement doit être conforme au moins aux normes établies dans la section I du Volume I de l'annexe 10 de la Convention OACI (disposition établie le 5 septembre 1990).
- Article 11: l'aéronef doit être équipé de dispositifs antigivrage (disposition établie le 5 septembre 1990).
- Article 12: prescriptions relatives aux instruments pour vol nocturne - constituent un supplément aux prescriptions de l'article 7 (disposition établie le 5 septembre 1990).
- Article 13: un équipement d'extinction d'incendie commandé manuellement d'un type agréé doit être présent à bord de l'aéronef (disposition établie le 5 septembre 1990). Voir point 10 pour de plus amples renseignements.
- Article 14: l'aéronef doit comporter une signalisation "interdiction de fumer" et une signalisation des zones réservées à l'équipage de cabine (disposition établie le 5 septembre 1990).
- Article 15: prescriptions relatives à la signalisation des issues de secours (disposition établie le 5 septembre 1990).

7. Objectif et justification: Si le projet de modification de règlement notifié implique des restrictions quantitatives à l'importation ou des mesures d'effet équivalent au sens de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, celles-ci sont justifiées pour des raisons liées à la santé et à la sécurité publiques, ainsi qu'à des fins de protection de la vie des personnes.
- Il est fait référence dans plusieurs dispositions du règlement à des règlements de l'OACI régissant le trafic aérien. Ceux-ci sont déclarés applicables par analogie pour les vols d'excursion. Il est actuellement prévu que le règlement présentement notifié sera remplacé le 1er avril 1999 par les JAR-OPS ou par un texte législatif mettant en oeuvre les JAR-OPS.

- | | |
|-----|---|
| 8. | Documents pertinents: OACI-annexes 6 et 10; Loi sur l'aviation (article 8A, paragraphe 2); Règlement concernant la surveillance de l'aviation (article 114); le point 5.1 de l'appendice 3 se rapportant à l'article 12, paragraphe 2 b), point 10 du Règlement relatif à la sécurité de l'aviation, énonçant des prescriptions au sujet des dispositifs d'extinction d'incendie commandés manuellement et des agents d'extinction que renferment ces dispositifs (l'article 12 et l'appendice 3 s'y rapportant), s'applique à l'article 13 concernant les dispositifs d'extinction d'incendie commandés manuellement. Ces prescriptions sont fondées sur les prescriptions européennes en matière d'aviation (JAR 23) visant à l'établissement d'une réglementation technique commune au sein de l'Union européenne. |
| 9. | Date projetée pour l'adoption: 20 novembre 1997
Date projetée pour l'entrée en vigueur: 21 novembre 1997 |
| 10. | Date limite pour la présentation des observations: 19 novembre 1997

Les Pays-Bas procéderont à la mise en oeuvre de la mesure envisagée après 45 jours si, entre-temps, aucune observation ni aucune demande de prorogation du délai n'a été présentée par d'autres Membres. |
| 11. | Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de téléfax d'un autre organisme: |